

L'Union des entreprises luxembourgeoises s'exprime sur les défis du Luxembourg

Un paquet de propositions

L'Union des entreprises luxembourgeoises (UEL) a présenté hier des propositions pour défendre durablement les intérêts économiques, sociaux et écologiques du pays.

■ Selon les membres de l'UEL, l'inflation constitue une des principales faiblesses du Luxembourg en termes de compétitivité. En comparant l'inflation avec les pays voisins, force est de constater que le Luxembourg a connu entre 1996 et 2006 une inflation supérieure à 5 % par rapport à la Belgique, 7 % par rapport à la France et même 10 % par rapport à l'Allemagne.

Michel Wurth, président de l'organisation faîtière du patronat luxembourgeois, explique: «Nous connaissons une perte de notre compétitivité due en grande partie à l'inflation. Les mesures qui ont été décidées lors de la dernière réunion tripartite ont été nécessaires mais ne vont pas assez loin. Il faut une politique anti-inflationniste forte. D'où la nécessité de réduire également les charges administratives.»

Le président de l'UEL est assez sceptique quant au travail effectué par le comité national de la simplification administrative. «Il n'y a pas de solutions en vue. Nous aimerions que le Premier ministre se charge lui-même de ce dossier», réclament les membres de l'UEL.

L'UEL a d'ailleurs été assez critique envers certains politiques du gouvernement. Ainsi, en ce qui concerne le pacte logement, l'UEL regrette que l'Etat veuille



(Caricature: Florin Balaban)

régler le problème de la montée des prix. «L'Etat ne peut pas tout résoudre. En plus, je doute de l'efficacité des mesures préconisées dans ce pacte», poursuit-il.

L'éducation critiquée

Le chômage est un autre problème de taille qui inquiète l'UEL. «Le Luxembourg connaît une situation paradoxale. D'un côté, plus de 12.000 emplois sont créés chaque année, et de l'autre côté, le chômage ne cesse d'augmenter. Ceci existe d'ailleurs nulle part ailleurs. La faute incombe à notre système d'éducation qui ne prépare pas les

Luxembourgeois aux réalités du marché. Autrement dit, les Luxembourgeois ne sont pas assez bien formés. D'ailleurs, notre système d'éducation ne produit pas assez d'universitaires», analyse Michel Wurth.

Le dossier du statut unique est un autre chantier de taille auquel le gouvernement doit faire face. L'UEL insiste pour que cette réforme se fasse selon le principe de la neutralité des coûts. «Le modèle dans sa version actuelle ne répond pas à ce critère. Nous avons fait plusieurs propositions. La balle est maintenant dans le camp du gouvernement.»

En ce qui concerne la lutte contre le changement climatique, l'UEL estime que la Commission européenne a mis la barre trop haut lorsqu'elle s'engage à augmenter la part des énergies renouvelables à 20 % d'ici à 2020. «L'enjeu est planétaire. Aussi, je ne vois pas pourquoi le Luxembourg devrait investir par exemple dans les éoliennes alors que nous n'avons pas beaucoup de vent, ni d'espace. Il serait plus judicieux d'aider des investissements à l'étranger», explique Michel Wurth.

■ Marc Vanacker